

Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Quito, en Équateur. Son travail consistait à réinstaller, dans des pays voisins, des réfugiés ayant fui le conflit qui faisait rage en Colombie.

M<sup>me</sup> Pleszewska dit que le stage lui a permis d'acquérir une expérience crédible qui l'aide dans sa recherche d'un emploi permanent sur le plan international dans le domaine des droits des enfants. « Le fait de donner aux jeunes professionnels la possibilité d'avoir accès à la collectivité des travailleurs des organismes internationaux et d'apprendre à la connaître, ce qui est parfois difficile sans contacts, équivaut à leur fournir un tremplin pour leur carrière », ajoute-t-elle. À son retour au Canada en 2005, une lettre de recommandation fournie par son patron au Haut Commissariat lui a permis de retourner en Équateur comme bénévole pour cet organisme dans le cadre d'un projet visant à combattre la prostitution infantile, projet grâce auquel elle peut espérer un emploi permanent à l'étranger.

Pour d'autres jeunes, l'expérience des Nations Unies est acquise sans quitter leur région. Cette année, notamment, une étudiante en sciences politiques vancouveroise, Lisa Fry, a organisé la participation de délégués de son campus de l'Université Simon Fraser à une séance modèle de l'ONU tenue à l'Université de Colombie-Britannique. Cette assemblée

qui, comme d'autres qui attirent plus de 5 000 délégués de tout le Canada chaque année, permet à des étudiants de se rassembler au sein d'équipes qui adoptent des résolutions fictives sur les affaires mondiales.

« Il s'agit d'une excellente manière de rencontrer des gens et de comprendre le fonctionnement de l'ONU », explique M<sup>me</sup> Fry, qui a 22 ans et qui s'intéresse à d'autres dossiers des Nations Unies, comme celui des mines antipersonnel. « C'est bien plus intéressant que de s'asseoir dans une salle de cours. »

L'un des objectifs du Programme de diplomatie ouverte d'AEC est justement de stimuler l'intérêt des jeunes envers l'ONU, selon le directeur de projet, Graeme Hamilton. « Cela nous permet de former de futurs citoyens du monde. » L'an dernier, le Ministère a envoyé 350 étudiants canadiens à une séance modèle de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui s'est déroulée au siège social de l'organisme, à New York. AEC fournit également un soutien financier à la Simulation internationale canadienne des Nations Unies, un exercice de simulation bilingue réunissant 600 étudiants canadiens de niveau postsecondaire ainsi que 100 autres provenant de l'étranger, qui se tient à Ottawa tous les printemps.

M<sup>me</sup> Fry entreprend des études de deuxième cycle cet automne et envisage



photo : avec la permission de Lisa Fry

Plus captivant qu'un cours : Lisa Fry, étudiante en sciences politiques de Vancouver, a participé à des simulations de l'Assemblée générale et s'est intéressée à d'autres questions à l'ordre du jour des Nations Unies, comme les mines terrestres.

éventuellement une carrière à l'ONU. « On entend beaucoup de critiques contre l'ONU, mais cet organisme recèle également beaucoup de potentiel, affirme-t-elle. C'est pour cela que les jeunes ont envie de s'y investir. »

**Pour en savoir plus sur le programme Jeunes professionnels à l'international d'Affaires étrangères Canada, veuillez visiter la page [www.international.gc.ca/yipi-jpi](http://www.international.gc.ca/yipi-jpi). Le site de l'Association canadienne pour les Nations Unies se trouve à l'adresse [www.unac.org](http://www.unac.org).**

## Les spécialistes font la lumière sur l'ONU

Le Canada est actuellement le pays hôte d'un réseau hors du commun qui regroupe des universitaires dont le centre d'intérêt est les Nations Unies.

L'Academic Council on the United Nations System (ACUNS ou Conseil universitaire sur le système des Nations Unies) rassemble des universitaires spécialisés en droit international et en diplomatie ainsi que des fonctionnaires de l'ONU en exercice afin de faire la lumière sur cet organe international et ses organismes affiliés et non de se livrer à des débats enflammés à son sujet.

« Les gens s'intéressent à l'ONU, qu'ils détestent cette organisation ou qu'ils croient l'aimer », déclare Alistair Edgar, directeur général du Conseil et professeur de relations internationales à l'Université Wilfrid Laurier de Waterloo, siège actuel du Conseil. « Vous obtiendrez de nous des analyses critiques sérieuses et bien informées. »

Créé en 1987 au Dartmouth College, une université américaine de l'Ivy League située au New Hampshire, ce conseil

indépendant compte 1 000 membres de toutes les régions du monde et déménage son siège tous les cinq ans. De 2003 à 2008, il a son siège au Canada, le premier hors des États-Unis.

Bien qu'il donne des conseils par l'intermédiaire de ses groupes de réflexion, le Conseil privilégie surtout les échanges entre auteurs de recherches savantes et praticiens à l'occasion de séminaires et de conférences et au moyen d'une revue sur la gouvernance mondiale. Il organise également un atelier estival de deux semaines, qui se tient en divers endroits du monde, où la garde montante des jeunes chercheurs pleins d'avenir et des fonctionnaires à l'aube de leur carrière à l'ONU peuvent participer à des discussions intenses.

« Ces activités nous permettent d'analyser des idées en profondeur et d'établir un réseau de personnes qui travaillent sur des thèmes communs à partir de points de vue différents », explique M<sup>me</sup> Barbara von Tigerstrom, avocate canadienne et chargée d'enseignement à la faculté de droit de l'Université de Canterbury, en Nouvelle-Zélande, qui a récemment participé à un

atelier du Conseil à New Delhi. « Ces activités suscitent en outre des interactions d'un genre peu courant et d'une valeur inestimable. »

À l'occasion de la conférence annuelle du Conseil de 2005, des centaines d'universitaires de haut niveau et de fonctionnaires de l'ONU se rencontrent à Ottawa à la mi-juin pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Déclaration du millénaire, qui a été signée en 2000 par les États membres des Nations Unies dans le but d'éliminer la pauvreté extrême d'ici 2015.

Selon M. Edgar, le moment est propice à une réflexion entre universitaires et praticiens sur ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas et ce qui devrait être fait pour que tout fonctionne mieux d'ici 2015. « Le fruit de cette réflexion, estime-t-il, permettra à l'ONU d'être à la hauteur de ses idéaux d'origine.

Visitez le site Web de l'Academic Council on the United Nations System à [www.acuns.wlu.ca](http://www.acuns.wlu.ca).

